

nombreuses complications liées au fait que les États-Unis étaient l'hôte de la réunion (y compris à cause du moment où se situait la réunion dans le cycle électoral américain, l'absence d'autorisation d'employer la procédure accélérée, etc.) Dans ce contexte, il s'est avéré impossible, dans le laps de temps disponible, de surmonter les difficultés les plus fondamentales. Parmi ces difficultés, citons le mécontentement des pays en développement au sujet du processus de négociation et la difficulté pour ces pays à saisir les avantages dont ils pourraient tirer profit de l'Uruguay Round, ainsi que les profondes divisions au sein de la Quadrilatérale (États-Unis, Union européenne, Japon et Canada) et le fait qu'ils étaient prêts à accepter un échec plutôt que de faire des compromis sur des questions clés.

*... les conséquences imprévues de l'Uruguay Round
s'annoncent considérables...*

Pour mieux comprendre les questions qui se posent aujourd'hui dans les milieux du commerce, il faut revenir aux résultats de l'Uruguay Round (UR) et à certaines de ses conséquences imprévues. Il a été soutenu que ce qui avait émergé de Marrakech était moins la création d'un nouveau cadre pour le système commercial mondial que le lancement plus ou moins improvisé d'un projet d'économie mondiale unique. On estime que le texte qui a marqué se tournant crucial – et non voulu – serait l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC). L'intégration de ce texte à l'OMC a ouvert une boîte de Pandore pour le système commercial mondial.

Tout d'abord, il existait, aux termes de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), une zone tampon

les incite donc à trouver d'autres moyens de parvenir à leurs fins -- ce qui est attesté par l'expansion rapide du commerce et de l'investissement même dans le contexte du bouleversement observé dans le domaine de l'élaboration de la réglementation.